



À LA RECHERCHE D'UN LIEU SÛR : LA MER COMME SEULE OPTION TRAVERSER LA MÉDITERRANÉE CENTRALE

JANVIER 2022

Les droits humains s'appliquent en mer comme à terre.



HUMAN RIGHTS AT SEA

En partenariat avec

SOS
MEDITERRANEE

Financé par



www.humanrightsatsea.org

www.humanrightsatsea.org/publications/

#humanrightsatsea

© Janvier 2022 Human Rights at Sea – Tous droits réservés – Traduction de l'anglais : SOS MEDITERRANEE, janvier 2022

ISBN : 978-1-913252-46-5



Crédits photos : Flavio Gasperini / SOS MEDITERRANEE

Table des matières

Avant-propos	3
Avertissement	3
À propos de <i>Human Rights at Sea</i>	3
À propos de SOS MEDITERRANEE	3
Remerciements	4
La Méditerranée centrale	4
La situation des droits humains en Libye	5
Criminalisation des acteurs civils humanitaires engagés dans la recherche et le sauvetage en mer	5
Témoignages	6
Zentani et Salwa	6
Mouna	8
Sabtou	10
Mubarak	11
Rita	13
Hassan	14
Favour	15
Mentions légales	16
Qui sommes-nous ?	17



Crédit photo : Flavio Gasperini / SOS MEDITERRANEE



Crédit photo : Fabian Mondl / SOS MEDITERRANEE

Avant-propos

Avertissement

Ce document est un recueil de récits personnels dont le contenu peut être perturbant pour beaucoup de personnes. Néanmoins il est important que ces témoignages soient lus et que les rescapé.e.s qui ont raconté leur histoire puissent faire entendre leur voix. Nous ne pouvons pas être sourds et aveugles aux réalités de la vie de nos semblables. Ce qui se passe en Méditerranée nous concerne tou.te.s.

Tous les noms ont été modifiés pour protéger l'identité des individus concernés et leur famille.

À propos de *Human Rights at Sea*

Human Rights at Sea est une organisation non gouvernementale enregistrée au Royaume-Uni active à l'échelle mondiale. L'ONG repose sur le principe fondateur selon lequel les droits humains s'appliquent en mer comme à terre. Trop souvent les droits des personnes qui se trouvent en mer ne sont pas respectés ni protégés. Ils sont même fréquemment bafoués. *Human Rights at Sea* a été créée pour repérer les violations des droits humains en mer, pour les prévenir, les réparer et tenter d'y mettre un terme. À cet effet, elle mène des recherches, des enquêtes et des actions de sensibilisation et de plaidoyer pour faire évoluer la législation, les politiques et les pratiques.

À propos de SOS MEDITERRANEE

SOS MEDITERRANEE est une organisation humanitaire et maritime de sauvetage en Méditerranée. Elle a été créée par des citoyen.ne.s en mai 2015 à la fin de *Mare Nostrum*, opération de sauvetage de la marine italienne lancée suite au naufrage d'une embarcation au large de Lampedusa, le 3 octobre 2013. Avec la fin de *Mare Nostrum*, plus aucune opération de recherche et de sauvetage efficace n'étant menée au niveau étatique, des citoyen.ne.s européen.ne.s se sont mobilisé.e.s face à l'urgence humanitaire en Méditerranée centrale.

SOS MEDITERRANEE est un réseau européen constitué de quatre associations basées en Allemagne, en France, en Italie et en Suisse qui financent et affrètent conjointement un navire de sauvetage. De février 2016 à décembre 2018, SOS MEDITERRANEE a affrété et opéré le navire de sauvetage *Aquarius*. Depuis août 2019, SOS MEDITERRANEE affrète et opère l'*Ocean Viking*. Les soins médicaux à bord de l'*Ocean Viking* ont été assurés par Médecins Sans Frontières jusqu'en avril 2020. En septembre 2021, la Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) a rejoint SOS MEDITERRANEE à bord du navire pour apporter les soins médicaux, la protection et l'assistance aux personnes rescapées.

La mission de SOS MEDITERRANEE est triple.

- 1** Sauver des vies en portant assistance à des personnes en détresse en mer et en leur dispensant des soins d'urgence à bord.
- 2** Protéger et accompagner les personnes rescapées à bord en leur prodiguant des soins médicaux et un soutien psychologique d'urgence.
- 3** Témoigner de la situation en mer. Faire entendre la voix des personnes rescapées afin de montrer les différentes facettes de la migration et d'informer le public sur ce que subissent les personnes en détresse en Méditerranée et enfin commémorer la mémoire de celles et de ceux qui ont perdu la vie en tentant la traversée.

Remerciements

Human Rights at Sea et SOS MEDITERRANEE remercient la Fondation Sata d'avoir financé ce projet, de l'avoir rendu possible et de continuer à contribuer financièrement à l'important travail humanitaire de SOS MEDITERRANEE.

Human Rights at Sea remercie sincèrement SOS MEDITERRANEE et en particulier l'équipe de l'*Ocean Viking* – qui intervient dans des conditions difficiles, voire tragiques - pour son engagement sans faille dans cette action humanitaire.

Enfin, nous voulons surtout remercier les personnes qui ont accepté de témoigner. Elles ont fait preuve d'un courage, d'une détermination et d'une force admirables.

La Méditerranée centrale

Depuis le lancement des opérations de sauvetage avec l'*Aquarius*, l'espace humanitaire s'est lentement mais inexorablement refermé. En 2017, l'Union Européenne a commencé à financer, équiper et former les garde-côtes libyens. Ensuite, le transfert officiel de la coordination des sauvetages vers les autorités libyennes en juin 2018 – matérialisé par la création d'une zone de recherche et de sauvetage libyenne dans les eaux internationales – a constitué une étape majeure dans la crise humanitaire en Méditerranée centrale. Avant cette date, et en l'absence d'une zone de recherche et de sauvetage libyenne officielle, les opérations de recherche et de sauvetage étaient de facto coordonnées par les centres de coordination de sauvetage italien et maltais. La création du Centre conjoint de coordination des sauvetages libyen (JRCC) a privé une grande partie de la Méditerranée centrale de coordination efficace des sauvetages au large des côtes libyennes.

Le JRCC libyen ne répond pratiquement jamais aux appels des navires. Il ne dispose que très rarement d'un interlocuteur anglophone et ne désigne pas de lieu sûr pour le débarquement des personnes rescapées après un sauvetage.

Les centres de coordination maritime les plus proches à Malte et en Italie, à qui devrait revenir la responsabilité des sauvetages lorsque le JRCC libyen est injoignable, renvoient systématiquement les tentatives de coordination vers ce même JRCC. Cette situation crée de longs délais et un réel défaut d'assistance. Un exemple parmi d'autres : le week-end de Pâques 2020, après avoir alerté les secours quatre jours auparavant, douze personnes ont perdu la vie et quarante survivant.e.s ont été renvoyé.e.s de force en Libye, alors même que ces personnes se trouvaient dans la zone de recherche et de sauvetage maltaise officiellement coordonnée par les autorités de ce pays.

La situation des droits humains en Libye

Le droit maritime international stipule qu'un sauvetage n'est terminé que lorsque les personnes rescapées sont débarquées dans un lieu sûr, c'est-à-dire un lieu où leurs droits fondamentaux sont respectés et leurs besoins essentiels satisfaits. Il y a un large consensus au sein des organisations internationales des Nations-Unies qui défendent les droits humains, notamment le Haut-Commissariat des Nations-Unies¹ pour les réfugiés (UNHCR) et le Haut-Commissariat des Nations-Unies aux Droits de l'Homme (OHCHR)², selon lequel les ports libyens ne répondent pas à ces critères. La Libye ne peut donc pas être considérée comme un lieu sûr pour le débarquement des personnes rescapées. La situation des personnes migrantes et réfugiées dans le pays est extrêmement grave et bien documentée. Ces personnes vulnérables sont victimes de violations systématiques graves des droits humains à grande échelle : enlèvement, détention, violences – notamment sexuelles –, extorsion, traite d'êtres humains et travail forcé. Le débarquement en Libye conduit à la détention systématique des femmes, des hommes et des enfants dans des conditions épouvantables.

En 2021, les garde-côtes libyens - qui continuent d'être financés, équipés et formés par l'Europe – ont intercepté et renvoyé de force au moins 32 425 personnes qui tentaient de fuir les violations de droits humains et les conditions inhumaines qu'elles subissent en Libye³. En 2020, 11 891 personnes avaient été interceptées en mer et renvoyées de force vers ce que de nombreuses organisations et journalistes indépendant.e.s décrivent comme un cercle infernal d'exploitation et de mauvais traitements.

Criminalisation des acteurs civils humanitaires engagés dans la recherche et le sauvetage en mer

Malgré le besoin crucial pour des moyens de sauvetage supplémentaires et pour une coordination plus efficace des opérations de recherche et de sauvetage, les navires marchands tout comme les navires humanitaires de la société civile sont confrontés à de nombreux obstacles dans les opérations de sauvetage et de débarquement des personnes rescapées dans un lieu sûr. De plus, en 2020 et 2021, les navires de sauvetage humanitaires ont fait l'objet de mesures de détention systématique à la suite d'inspections survenues dans différents ports italiens. C'est le sort qu'ont connu sept navires de sauvetage en 2020, notamment l'*Ocean Viking* qui est resté bloqué de juillet à décembre 2020.

De nombreuses personnes rescapées ont expliqué à l'équipe à bord de l'*Ocean Viking* de SOS MEDITERRANEE à quel point il est difficile de fuir la Libye. Souvent privées de leur passeport et laissées à la merci de gangs et de milices, les personnes migrantes et réfugiées racontent comment elles ont été piégées en Libye et n'ont eu d'autre choix que de tenter la périlleuse traversée de la Méditerranée centrale qui, jusqu'à présent, demeure l'axe migratoire maritime le plus mortel au monde. En 2021, au moins 1 553 personnes ont péri ou sont portées disparues d'après l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM). En 2020, au moins 999 personnes ont perdu la vie en tentant la traversée de la Méditerranée centrale. Depuis 2014, plus de 18 800 personnes sont mortes en mer alors qu'elles tentaient de traverser une distance de 300 à 400 km séparant la Libye de l'Italie ou de Malte.

1. Position du UNHCR (Haut-Commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés) sur la qualification de la Libye en tant que pays tiers sûr et en tant que lieu de débarquement sûr après un sauvetage en mer, septembre 2020 : <https://www.refworld.org/docid/5f1edee24.html> [informations reprises au 30 décembre 2021]

2. Le Haut-Commissaire aux Nations Unies aux droits de l'homme exhorte la Libye et l'Union européenne à agir pour mieux protéger les migrants qui cherchent à traverser la Méditerranée centrale, <https://news.un.org/en/story/2021/05/1092752>

3. Mise à jour de L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) en date du 27 décembre 2021 sur son compte Twitter. https://twitter.com/IOM_Libya/status/1475468254785282048

TÉMOIGNAGES



“ Je leur ai dit que nous nous jetterions à l'eau s'ils essayaient de nous ramener en Libye. Nous avons déjà vu la mort plusieurs fois en mer et en Libye, nous ne pouvions pas y retourner. ”

Zentani et Salwa sont originaires de Yefren en Libye. Le couple a quatre enfants, une fille et trois garçons, dont l'un est en situation de handicap. La famille a été secourue le 1^{er} juillet 2021 par l'équipe à bord de l'Ocean Viking, le navire de sauvetage de SOS MEDITERRANEE. Tous les six étaient dans une embarcation en bois en détresse dans les eaux internationales dans la région de recherche et de sauvetage maltaise. Trois autres familles libyennes et deux personnes originaires d'Égypte figuraient parmi les rescapé.e.s. Pendant le sauvetage, un patrouilleur des garde-côtes libyens s'est approché à deux reprises. Leur présence a suscité un grand effroi parmi les trente personnes en détresse, particulièrement les jeunes enfants. La peur, voire la panique des naufragé.e.s a passablement compliqué le sauvetage et a rendu l'opération plus dangereuse pour toutes les personnes impliquées. Une fois en sécurité à bord, Zentani et Salwa ont voulu témoigner de la situation en Libye.

Zentani avait l'habitude de mettre en garde les personnes désireuses de traverser la Méditerranée sur ces embarcations de fortune : « C'est trop dangereux, n'y allez pas, les chances sont trop minces ! », disait-il. Cependant, la situation en Libye est devenue insupportable pour la famille. Zentani et Salwa étaient tous deux employés par de petits magasins en Libye et devaient souvent attendre des mois avant d'être payés, selon leurs explications à l'équipe de SOS MEDITERRANEE. Lorsque tombait finalement leur salaire, ils n'étaient souvent payés que deux mois sur les sept durant lesquels ils avaient travaillé, alors qu'ils gagnaient moins de 100 dollars américains par mois, ce qui est loin d'être suffisant pour faire vivre leur famille.

« Il n'y a pas de système de santé, ni quelque autre système qui fonctionne dans le pays. La violence est omniprésente. Bien que les médias disent qu'un processus de paix est en cours, la réalité est bien différente :

les milices sont partout, elles se battent les unes contre les autres pour prendre le contrôle, elles se battent même pour l'électricité », ajoute Salwa. Elle raconte ainsi qu'une milice a bombardé le système électrique de sa ville, coupant l'alimentation en électricité pour tout le monde pendant quatre jours, alors que les températures atteignaient 49 degrés Celsius. « C'était insupportable. Mon fils a un handicap, il ne peut ni marcher ni parler, il a besoin de soins mais en Libye, ils ne reconnaissent pas ses handicaps. Les autorités pensent qu'il a seulement besoin de dormir et de manger. Il n'y a pas de soins spécialisés là-bas. Je suis partie pour mon fils », confie Salwa.

« Nous n'en pouvions plus en Libye, nous devions tenter notre chance même si nous savions à quel point c'était risqué. Nous avons vu la mort dans nos yeux en Libye et dans la Méditerranée. Les vagues étaient hautes, l'eau a commencé à entrer dans le bateau, les enfants pleuraient », poursuit Zentani. L'*Ocean Viking* a cherché la petite embarcation en bois en détresse pendant deux heures, tandis que Zentani, Salwa, leurs quatre enfants et 24 autres personnes commençaient à perdre espoir. Deux jours s'étaient écoulés depuis leur départ de Zuwara. Une fois l'*Ocean Viking* arrivé sur les lieux, un patrouilleur des garde-côtes libyens est passé à proximité du navire à toute vitesse. Le patrouilleur Fezzan a appelé l'*Ocean Viking* par radio, lui demandant de changer de cap afin de pouvoir intercepter l'embarcation en détresse. La coordinatrice de la recherche et du sauvetage a insisté sur le fait que le cas de détresse se trouvait dans la zone de recherche et de sauvetage maltaise et que l'*Ocean Viking* était en mesure d'apporter son aide conformément au droit maritime, et de fournir des soins médicaux aux personnes rescapées.

Le patrouilleur libyen a finalement quitté la zone mais est réapparu sur les lieux alors que les équipes de SOS MEDITERRANEE se préparaient à effectuer l'opération de sauvetage. L'*Ocean Viking* a appelé les autorités maltaises pour demander des instructions de la part du centre de coordination des secours responsable de cette zone, mais aucune n'a été fournie.

Zentani raconte que lorsqu'il a vu le navire des garde-côtes libyens, il a été horrifié. « Je leur ai dit que nous nous jetterions à l'eau s'ils essayaient de nous ramener en Libye. Nous avons déjà vu la mort plusieurs fois en mer et en Libye, nous ne pouvions pas retourner dans notre pays. »

Les garde-côtes libyens n'ont finalement pas intercepté l'embarcation en bois et l'équipe de SOS MEDITERRANEE a effectué le sauvetage. « Nous étions très anxieux car le navire libyen est resté près de nous pendant toute l'opération de sauvetage et nous ne savions pas s'ils allaient revenir », a ajouté Salwa.

La petite famille était parmi les 572 personnes secourues par l'*Ocean Viking* en juillet 2021 lors de six sauvetages effectués en trois jours. « Je tiens à remercier l'équipe de SOS MEDITERRANEE de nous avoir traité.e.s comme des êtres humains, ce que nous n'avions pas ressenti depuis longtemps », a conclu Zentani.

Témoignage recueilli par Claire Juchat, chargée de communication SOS MEDITERRANEE à bord de l'Ocean Viking en juillet 2021



Mouna

Crédit photo : Flavio Gasperini / SOS MEDITERRANEE

“ *J'ai dû traverser la mer pour voir grandir mes petits-enfants.* ”

Mouna a 53 ans. Elle est née à Damas. Le 31 juillet 2021, elle a été secourue d'une petite embarcation en bois en détresse par les équipes de l'Océan Viking. Elle s'est fait remarquer dès qu'elle a posé le pied sur le pont du navire par sa gentillesse et sa sérénité. Mouna a dû être évacuée de l'Océan Viking le 5 août suivant car elle avait besoin de soins médicaux urgents qui ne pouvaient être dispensés que dans un hôpital à terre. Mouna est malade, elle a besoin d'une greffe de foie. Avant d'être transférée sur un navire des garde-côtes italiens et amenée à Lampedusa, elle nous a raconté son histoire.

Je ne voulais pas quitter Damas. Deux de mes fils ont fui la Syrie à cause de la guerre, ils sont partis en Libye. En 2014, quelqu'un a pris une photo de ma fille de 17 ans lors d'une manifestation pacifique, ils voulaient l'arrêter. Je ne peux pas décrire à quel point ma fille est importante pour moi. Alors je l'ai emmenée avec mon plus jeune fils, qui avait 16 ans, et nous avons pris l'avion pour l'Égypte. De l'Égypte, nous sommes entré.e.s clandestinement en Libye. Nous étions en Libye quand tout est arrivé là-bas, l'instabilité, la guerre.

Mon mari est resté en Syrie. Un jour, une attaque à la roquette a détruit notre maison à Damas. Heureusement, mon mari ne se trouvait pas à l'intérieur car on les avait prévenu.e.s à temps. Après l'attaque, nous avons décidé que mon mari devait nous rejoindre en Libye. Nous sommes restés dans ce pays. Ma fille s'est mariée à un Syrien là-bas. Un jour, mon gendre a été volé pendant qu'il travaillait, les hommes étaient armés comme dans les milices. Ils lui ont tiré dans le dos.

Peu après, mon mari et mon fils cadet ont été kidnappés. Les ravisseurs ont demandé une rançon. Ils nous ont ramené mon fils et mon mari, mais vous auriez dû voir dans quel état ils étaient. Ils étaient couverts de sang. Nous avons pris peur et sommes parti.e.s à Tripoli : nous nous sommes caché.e.s au cœur de la capitale.

Si je retourne en Syrie, je serai arrêtée à l'aéroport parce que mes fils fuient le service militaire. Ils m'arrêteraient pour faire pression sur mes enfants afin qu'ils reviennent.

Mes enfants en Libye ont de jeunes enfants, ils ne devraient pas traverser la mer. Mais moi je suis malade, si je ne pars pas, je vais mourir de toute façon. J'ai donc décidé de partir. La première fois, j'ai donné au passeur

2 500 dollars pour tenter de traverser, mais les garde-côtes libyens nous ont interceptés. Puis ils m'ont mise en prison. Cette prison, je ne peux pas la décrire. Ils voulaient 200 dollars pour me laisser sortir. Cette prison...

Mes enfants m'ont sortie de là, mais j'étais si faible. Mes enfants sont malheureux, c'est dur pour eux de me voir comme ça et de ne pas pouvoir m'aider, mais ils n'ont pas assez d'argent pour payer un vrai traitement, ils ne peuvent rien faire pour m'aider.

J'ai décidé d'essayer à nouveau de traverser la mer. Mes enfants ont dit non, ils ne voulaient pas que j'y aille, mais j'ai pris ma décision. **Je ne veux pas mourir en Libye.** Aucun soin n'est possible là-bas, il n'y a pas de services. Nous n'avons rien là-bas, pas d'école pour les enfants, pas d'éducation, pas de sécurité. Ils battent tout le monde là-bas. Un jour, ils ont jeté une grosse pierre sur notre voiture, ils ont volé notre argent, nos téléphones, notre véhicule, ils nous ont battus et nous ont laissés là, gisant sur le sol.

Je me suis dit « ça suffit », je vais traverser par la mer. J'ai payé 1 500 dollars cette fois, et je leur ai dit que j'étais malade, que je devais partir rapidement. Ils ont dit que nous partirions le lendemain, mais ils m'ont fait attendre pendant 16 jours sans aucune information, rien. Puis ils sont sortis de nulle part et nous ont emmenés sur la plage. Quand l'embarcation est arrivée, et alors que nous étions encore sur la plage, le moteur a explosé. Nous avons dû attendre un jour de plus.

Les passeurs nous avaient promis qu'il y aurait deux moteurs, un téléphone satellite, un GPS et des gilets de sauvetage. Il n'y avait rien. Ils avaient promis de tout nous donner une fois en mer. Ils ont continué de nous pousser, ils étaient tous armés. Quelqu'un a dû être trop lent ou les mettre en colère d'une manière ou d'une autre, parce que l'un d'eux a jeté la bouteille d'eau par terre et a dit « pas d'eau pour vous ».

Après quatre heures en mer, le moteur a commencé à flamber, il a pris feu, ma jambe a été brûlée. Nous avons réussi à l'éteindre et un homme sur l'embarcation a pu faire fonctionner le moteur pendant un petit moment, mais nous ne faisons que tourner en rond. L'embarcation prenait l'eau, qui était mélangée au carburant. Après dix heures, nous pouvions voir des plateformes pétrolières. On criait et on faisait des signes. Et puis vous êtes arrivés derrière nous [ndlr : Mouna parle de l'équipe de SOS MEDITERRANEE, à bord de l'*Ocean Viking*]. Nous avons cru que vous étiez les garde-côtes libyens, mais nous avons pensé : « Nous sommes en train de mourir de toute façon, nous n'avons pas d'eau. S'ils viennent, qu'ils viennent. » Mais c'était vous.

J'ai dû traverser la mer parce que je veux vivre. Je veux voir mes petits-enfants grandir. Ils m'appellent leur « adorable mamie ».

Quand vous verrez votre mère, n'oubliez pas de la prendre dans vos bras et de l'embrasser.

*Témoignage recueilli par Julia Schaefermeyer, chargée de communication SOS MEDITERRANEE
à bord de l'Ocean Viking en août 2021*



Sabtou a 15 ans, il est originaire de Somalie. Dans la nuit du 4 au 5 juillet 2021, il est secouru par les équipes de l'Ocean Viking alors qu'il est à bord d'une grande embarcation en bois en détresse, avec 368 autres personnes fuyant la Libye.

« J'ai quitté la Somalie seul, à l'âge de 12 ans, parce qu'il y a tout simplement trop de problèmes dans mon pays. Il n'y a pas d'écoles, pas d'hôpitaux. Ma famille n'avait pas les moyens de survivre. »

Sabtou a d'abord traversé le Soudan avant de se rendre en Libye. A peine arrivé dans ce pays, il a été kidnappé. Il a été retenu un an et cinq mois dans un centre de détention, avec pour seule nourriture des pâtes sèches, une fois par jour. « Nous devons payer 15 000 dollars américains pour être libéré.e.s. Ils nous donnaient de l'eau salée à boire. Chaque matin, ils nous battaient.

Regardez mes bras, mes cicatrices. Ils utilisaient du plastique fondu et des barres en métal chauffées. »

Pendant qu'il était torturé, les gardiens appelaient la mère de Sabtou pour obtenir une rançon.

Une fois donné tout ce que sa mère avait en sa possession, Sabtou a été transféré dans un autre centre de détention. « Ils nous traitaient comme des animaux », se souvient le jeune adolescent. Après avoir passé huit mois dans ce centre de détention, Sabtou a réussi à s'échapper pour rejoindre Tripoli.

“ **Tous les matins, ils nous battaient.
Regardez mes bras, mes cicatrices.** ”

Pendant tout ce temps, il n'a pas pu rejoindre sa mère ni sa famille restée en Somalie. Sa mère a finalement réussi à rassembler la somme pour sa traversée et à lui envoyer l'argent. La première fois, il a dû payer 1 500 dollars américains, mais il a été intercepté par « des milices ou des garde-côtes libyens, je ne sais pas la différence. Ils m'ont remis en prison ».

Ils ont demandé une nouvelle fois une rançon à la mère de Sabtou, mais elle n'avait plus rien : « vous pouvez tuer mon fils maintenant, je ne peux rien faire, je suis perdue ». À ce moment-là, les gardiens ont compris qu'il n'y avait plus rien à extorquer à Sabtou, et l'ont libéré. Pour cette seconde traversée, il a dû payer 800 dollars américains pour monter à bord d'une grande embarcation en bois. « Nous étions dans la cale de l'embarcation, nous sommes resté.e.s plus d'un jour sans nourriture ni eau. Il faisait incroyablement chaud, nous n'avions pas d'air. Nous étions asphyxié.e.s à cause du carburant. Si nous étions resté.e.s quelques heures de plus, nous serions mort.e.s. J'ai beaucoup souffert ces trois dernières années, beaucoup trop. **Mon rêve maintenant est de trouver un travail pour envoyer de l'argent à ma mère afin qu'elle puisse vivre dignement. Je veux aussi que tout le monde sache ce qu'il se passe en Libye. » Sabtou n'avait que 12 ans lorsqu'il est arrivé en Libye.** Un enfant qui a déjà connu l'enfer.

Témoignage recueilli par Claire Juchat, chargée de communication SOS MEDITERRANEE à bord de l'Ocean Viking en juillet 2021



“ **C’est la troisième fois que je tente de fuir la Libye par la mer. C’est risqué mais il n’y a pas d’autre issue.** ”

Mubarak a été secouru par l’Ocean Viking dans les eaux internationales au large de la Libye le 20 mars 2020. L’un des boudins du canot pneumatique sur lequel il se trouvait avec 105 femmes, enfants et hommes était percé. De l’eau pénétrait dans l’embarcation quand nos équipes sont arrivées. La météo se dégradait, elle aussi. Deux heures à peine après la fin de l’opération de sauvetage, de fortes rafales de vent ont balayé la Méditerranée centrale. Si les équipes de SOS MEDITERRANEE n’étaient pas intervenues à temps, les conditions météorologiques auraient pu être fatales pour l’ensemble des personnes qui se trouvaient à bord de cette embarcation impropre à la navigation, sans gilets de sauvetage.

À tout juste 17 ans, Mubarak a survécu à de nombreuses tragédies, dont un naufrage au large de la Libye. Quelques heures avant son débarquement à Augusta, en Sicile, le 23 mars, ce jeune Guinéen a souhaité raconter une partie de son histoire aux membres de l’équipe de SOS MEDITERRANEE.

C’est la troisième fois que je tente de fuir la Libye par la mer. C’est risqué mais il n’y a pas d’autre issue. C’est encore plus dangereux de rester en Libye. Il n’y a pas de vie là-bas. C’est l’enfer. La première fois que j’ai pris la mer, on avait quitté les côtes libyennes aux environs de 23h, en juin 2020. On est resté.e.s quatre jours en mer. On s’était perdu.e.s, il faisait mauvais temps. La tempête, la pluie... on était trempé.e.s, épuisé.e.s. Il y a des gens qui ont vomi, d’autres qui ont perdu conscience. Dieu merci, il n’y a pas eu de morts. On a tourné autour d’un bateau pendant trois jours. C’était un pétrolier. À cette période-là, il n’y avait pas de bateau humanitaire. On voulait partir directement jusqu’à Lampedusa mais ça n’a pas marché. Après quatre jours, on a décidé de faire demi-tour, on est retourné.e.s à Zawiya. On n’avait pas le choix.

« **Trois personnes sont mortes ce jour-là.** »

La deuxième fois, en décembre 2020, on a fait naufrage. On nous a lancé.e.s à la mer à 23h. Il y avait au moins 130 personnes à bord : des enfants, des femmes enceintes, des bébés aussi, de deux ou trois ans. L’embarcation était très, très surchargée. Dès le départ, on a dit que le canot pneumatique n’était pas bon. Mais on nous a répondu qu’on n’avait pas le choix et que si on restait on perdrait notre argent. On ne pouvait pas faire demi-tour. On a fait naufrage vers 9h du matin. Un des boudins de notre canot s’était percé. Les gens de ce côté de l’embarcation sont tombés à l’eau. Il y avait encore un boudin gonflé de l’autre côté mais il fallait faire attention

à ne pas surcharger ce côté-là, sinon tout le monde serait tombé à l'eau. Trois personnes sont mortes ce jour-là. C'était la catastrophe. Mais Dieu a sauvé plusieurs d'entre nous. Le téléphone n'est pas tombé dans l'eau, on a pu appeler *Alarm Phone* [ndlr : assistance téléphonique civile en mer Méditerranée] pour donner notre position. Les garde-côtes libyens sont venus. Ils nous ont dit qu'ils nous donneraient à manger et nous laisseraient repartir. Mais d'un seul coup, ils ont changé d'idée. On a été renvoyé.e.s dans un centre de détention. Là-bas, il faut payer pour sortir. Si tu n'as pas l'argent, tu restes là-bas. Il n'y a pas de rapatriement possible.

Dieu m'a aidé, j'ai pu sortir du centre de détention au bout de 14 jours. J'ai rencontré des gens qui y sont restés plus de six mois, c'était très difficile. Dès que je suis sorti, je me suis dit que je devais retenter ma chance. Bien sûr, je connaissais le risque. Je le connaissais bien. C'est très dangereux. Beaucoup de personnes ont perdu la vie en mer. Mais même si on déteste l'idée de mourir, on doit tenter. C'est mieux de partir de la Libye par la mer que d'y rester. On te traite comme un esclave en Libye. En 2017, ils ont fait des choses à la vue de tous, le monde s'est réveillé. Maintenant, les choses se font en cachette. Mais les autorités savent.

La plupart des gens ont des numéros de téléphone sur leurs vêtements. Moi-même, j'en avais un en cas de besoin. Parce que quand on te lance [ndlr : quand l'embarcation de fortune part en mer], soit tu arrives à traverser, soit tu fais naufrage, soit on te prend. Et si on te prend, c'est la prison [ndlr : centre de détention en Libye], c'est sûr. Et si tu te retrouves en prison, le seul moyen d'en sortir c'est de payer. Pour ça, il faut pouvoir appeler des proches. Voilà pourquoi les gens ont leur numéro d'urgence sur eux et en cas de besoin, ils peuvent donner le numéro aux gens qui font leur trafic dans les prisons. Les gens appellent le numéro et disent qu'il faut envoyer de l'argent pour sortir de prison. C'est un pays qui n'a pas d'ordre. Tout le monde est armé. La population est armée. Et les étrangers sont toujours les victimes.

Tout le monde n'a pas la force de supporter ce qui se passe en prison. Tu manges une fois par jour, à 18h. On te donne une assiette avec une petite portion de riz et de spaghettis pour cinq personnes. Tu imagines ? Ils frappent les gens aussi. L'autre jour, ils ont frappé plusieurs personnes parce que des jeunes se plaignaient de ne pas avoir assez à manger. Ils avaient entre 13 et 15 ans en moyenne. Ils avaient besoin de manger. Nous, on peut supporter certaines choses, mais les enfants ne peuvent pas. Ils ont même fracturé les pieds de certaines personnes, avec des bâtons. Ils ne regardent même pas où ils vont te frapper. Ils te frappent sur la tête, sur les pieds... N'importe où.

« Le meilleur souvenir de ma vie, c'est aujourd'hui. »

J'ai passé six mois en tout en Libye, et quatre ans en Algérie. J'ai quitté mon pays, la Guinée-Conakry, à 13 ans parce que mon papa est décédé. C'est lui qui faisait tout. En tant que premier fils de la famille, je devais prendre mes responsabilités. Il faut savoir se sacrifier.

J'ai beaucoup souffert. Des années de souffrance. Mais aujourd'hui je suis très content. Les mots me manquent. Le meilleur souvenir de ma vie, c'est aujourd'hui. Il ne faut jamais abandonner. Mais il ne faut pas se contenter de suivre ses rêves, il faut aussi réfléchir, apprendre et comprendre comment le monde fonctionne autour de soi. Avoir un rêve ne suffit pas.

Témoignage recueilli par Laurence Bondard, chargée de communication SOS MEDITERRANEE à bord de l'Ocean Viking, en mars 2021



Lorsque l'Océan Viking est arrivé au port d'Augusta, en Sicile, pour débarquer les personnes secourues en janvier 2021, des membres des forces de l'ordre, des fonctionnaires des autorités sanitaires italiennes et des membres du personnel de la Croix-Rouge attendaient sur le quai pour faciliter le débarquement. Alors que cette scène aurait pu être intimidante pour beaucoup, Rita, 25 ans, originaire du Cameroun, a été émue aux larmes : « Tous ces gens sont venus juste pour nous », a-t-elle dit, en serrant sa sœur dans ses bras. La veille, elle s'était confiée sur les épreuves qu'elle a traversées après avoir été forcée de quitter son pays d'origine.

J'ai dû quitter le Cameroun pour des raisons familiales et à cause de la pauvreté qui accable notre pays. Quand nous avons décidé de partir, nous ne savions pas par où

commencer. Mais les gens nous ont guidé.e.s jusqu'au désert du Niger.

“ Pour nous faire monter sur l'embarcation, on nous fouettait. Ils avaient aussi des armes. ”

Depuis le Niger, nous avons passé dix jours dans le désert. Le huitième jour, nous n'avions plus d'eau. C'est à ce moment-là que des bandits sont venus nous violenter ; les bandits voulaient toujours abuser de nous. Ils nous tapaient avec des bâtons. Il y avait des femmes et des hommes, mais de temps à autre, ils séparaient les filles des garçons pour abuser des filles. Si tu ne voulais pas partir avec eux, ils se mettaient à te fouetter.

Quand tu entres dans la voiture [dans le désert], si tu as un enfant, tu es obligé.e de le soulever, sinon il peut être étouffé dans la voiture. On nous chargeait comme de la marchandise. On s'en moque de qui crie et qui ne crie pas. Quand tu cries, on te fouette même avec ton bébé qui pleure. Si tu as un téléphone ou de l'argent, on te vole tout. On te laisse sans un sou. Ça a été vraiment difficile. Très difficile.

Quand on a quitté notre pays, on n'avait pas suffisamment d'argent. Nous sommes monté.e.s jusqu'à Oran, en Algérie [ndlr : à plus de 4 600 km du Cameroun à travers le désert du Sahara]. À Oran, nous avons travaillé chez une dame. Elle non plus ne nous payait pas. Il y a des circuits que les Camerounais et d'autres pays font : on vend des habits, du jus, de la nourriture... c'est comme ça qu'on travaille. Et c'est cet argent-là qui nous a aidé.e.s à continuer notre voyage en Libye [ndlr : à plus de 1 600 km].

Puis j'ai passé un mois en Libye. Un mois dans ce pays c'est comme une éternité. C'était l'enfer. On était dans un sous-sol. On ne pouvait pas sortir. Il y avait beaucoup de monde, on ne pouvait pas compter. Et il y avait des enfants. Et quand un homme le décidait, il prenait une fille, il faisait de toi ce qu'il voulait.

Pour qu'on monte sur le bateau, on nous chicotait [ndlr : on nous fouettait]. Ils ont des armes aussi. Une femme était enceinte, ils l'on fouettée jusqu'à ce qu'elle perde son bébé. Et moi, mon enfant s'est échappé quand on nous fouettait. J'ai été séparée de mon fils ; il a eu peur, il s'est échappé et on ne m'a pas laissée suivre mon enfant. J'espère qu'il est avec ma sœur en Libye.

Témoignage recueilli par Julia Schaefermeyer, chargée de communication SOS MEDITERRANEE à bord de l'Océan Viking, en janvier 2021



Crédit photo : Flavio Gasperini / SOS MEDITERRANEE

“

Nous préférons mourir en mer plutôt que de vivre en Libye. Parce qu'il n'y a pas d'autre issue.

”

Hassan, 20 ans, a fui le Liberia pour se rendre en Libye en passant par la Guinée, le Mali et l'Algérie. Il a été intercepté par les garde-côtes libyens et envoyé en détention à deux reprises avant d'être secouru par l'Ocean Viking en juillet 2021.

C'était la troisième fois que je tentais de traverser la mer Méditerranée. J'ai été intercepté à deux reprises, la première fois le 10 octobre 2020. J'ai été arrêté le 11 et on m'a envoyé en détention à Zliten. J'ai passé trois mois et trois semaines en détention cette fois-ci. J'ai été énormément battu. On m'a tout pris. Nous n'avions que des demi-rations de pain comme repas. Des organisations humanitaires venaient au centre de détention deux fois par semaine, elles nous donnaient des téléphones pour que nous puissions parler à nos parents, mais elles ne peuvent pas faire relâcher les personnes enfermées, elles n'en ont pas le pouvoir.

De Zliten, j'ai été transféré dans un centre de détention à Zawiyah. Pour être honnête avec vous, je me suis échappé. Je me suis enfui avec 150 autres personnes, c'était une évasion massive. Puis j'ai essayé de traverser la mer pour la deuxième fois. J'ai été intercepté le 4 février de cette année [ndlr : 2021] et emmené en détention le 5. J'étais de nouveau à Zawiyah. J'y ai passé trois semaines jusqu'à ce que je m'échappe à nouveau, avec trois autres personnes. C'est donc ma troisième tentative. J'ai payé 700 dollars américains pour la première fois, 800 dollars pour la deuxième, et 1200 dollars pour la troisième. J'avais déjà payé 1500 dollars pour passer du Mali à la Libye en traversant le désert. Comme on ne peut pas vraiment gagner d'argent en Libye, on doit emprunter, emprunter, emprunter.

C'est pourquoi nous préférons mourir en mer plutôt que de vivre en Libye. Parce qu'il n'y a pas d'autre issue. Mes parents ne savent pas que je suis en vie.

Témoignage recueilli par Julia Schaefermeyer, chargée de communication SOS MEDITERRANEE à bord de l'Ocean Viking, en juillet 2021



Crédit photo : Flavio Gasperini / SOS MEDITERRANEE

Favour

“ Je n'ai jamais voulu traverser la mer, mais j'ai dû apprendre qu'en Libye, la liberté n'existe pas. ”

Originaire du Nigeria, Favour a été secouru par l'équipe de l'Océan Viking le 31 juillet 2021, alors qu'il était en détresse en pleine mer. Avant son débarquement à Pozzallo, en Sicile, il a raconté comment il avait été dupé par de fausses promesses lorsqu'il s'est rendu en Libye, pour ensuite découvrir qu'il avait été vendu comme esclave. Favour voulait que son histoire soit partagée afin de prévenir d'autres personnes de cette situation. Alors que le navire allait toucher terre quelques heures plus tard, Favour était impatient de contacter sa mère. « Elle croit peut-être que je suis mort ; mais je vais vite trouver un moyen de la joindre pour lui dire que je suis bien vivant ! » a assuré le jeune homme.

Chez moi, ma vie était en danger. Mon grand-père m'avait donné un terrain et je l'utilisais pour venir en aide à ma famille tout en travaillant comme styliste. Il y avait un homme dans ma région qui voulait s'emparer de cette terre et il a commencé à me menacer et à menacer d'exterminer toute ma famille si nous ne la quittons pas. Il a assassiné mon grand-père. Je suis allé voir la police, mais rien n'a été fait. Cet homme était très influent et la police nigérienne ne travaille que pour ceux et celles qui ont de l'argent.

Je suis venu en Libye après avoir été trompé par quelqu'un que je croyais être un ami. Étant créateur de mode, il m'a dit qu'il y avait beaucoup de travail dans le secteur de la mode en Libye. Ce que je ne savais pas, c'est qu'en réalité, il m'avait vendu. J'ai passé deux ans en Libye au total. Lorsque j'ai échappé aux gens à qui j'avais été vendu, j'ai commencé à travailler comme briqueteur. Mais quand tu finis ton travail avec les Libyens, ils n'aiment pas te payer. Je n'ai jamais voulu traverser la mer, mais j'ai dû apprendre qu'en Libye, la liberté n'existe pas. Il n'y a que l'oppression partout.

« Après avoir été interceptées en mer, beaucoup de ces femmes n'ont personne pour payer pour elles, alors elles sont vendues. C'est de la traite d'êtres humains. »

La première fois que j'ai essayé de traverser la mer, j'ai été intercepté par les garde-côtes libyens et envoyé au centre de détention de Tarik Al Sikka à Tripoli. Il faut payer 3 000 dinars pour en sortir, 5 000 dinars pour

les femmes. Les hommes sont battus tous les jours dans cette prison, et les filles sont violées. De nombreuses femmes nigérianes sont victimes de trafic d'êtres humains. Chaque fois que je les vois, je pleure pour elles. Après avoir été interceptées en mer, beaucoup de ces femmes n'ont personne qui puisse payer pour elles, alors elles sont vendues. C'est de la traite d'êtres humains.

Pour sortir, tu demandes à un ami à l'extérieur de la prison de payer la police. Ou tu essaies de t'échapper. Je connais des gens qui ont essayé de s'échapper du centre de détention d'Abu Salim. On leur a tiré dessus avec des mitrailleuses. Dix d'entre eux ont été tués. Mon ami a été touché par une balle. J'ai l'impression que les organisations internationales ont également peur. Lorsqu'un.e de leurs représentant.e.s vient nous voir en prison, il arrive que les Libyens la jettent dehors. Même quand on est très malades, les Libyens ne leur permettent pas de nous faire sortir.

« Je veux que l'homme qui m'a dupé soit jugé. Parce que (...) je sais qu'il va continuer à le faire. »

La police fait également du « business » en organisant la traversée de la mer. Certaines personnes paient pour être libérées de prison, et en même temps elles paient pour que la police les mette sur une autre embarcation. Lorsque la police organise un départ, elle met un autocollant sur l'embarcation afin que les garde-côtes sachent par qui la traversée est organisée et qu'ils la laissent passer.

Cette mer ne devrait pas être utilisée pour faire du « business ». Des gens y perdent la vie tous les jours.

À mon avis, tant que la Libye n'aura pas de véritable gouvernement, des personnes continueront à mourir en mer. Parce que les gens sont opprimés là-bas. Tout le monde a des armes en Libye, y compris les enfants. J'aurais voulu ne jamais être parti. J'aimerais que la police de mon pays fonctionne comme elle le devrait. Il faut d'abord protéger les citoyen.ne.s, puis contrôler la frontière du Nigeria. Il y a tant de Nigérian.e.s en Libye parce que ces personnes ne sont pas protégées chez elles. Je veux que l'homme qui m'a dupé soit jugé, parce que je sais que je ne suis pas le seul à qui il a fait ça et parce que je sais qu'il va continuer à le faire.

Témoignage recueilli par Julia Schaefermeyer, chargée de communication SOS MEDITERRANEE à bord de l'Ocean Viking, en juillet 2021

Mentions légales

Ces témoignages ont été recueillis directement à bord de l'Ocean Viking auprès des personnes secourues par SOS MEDITERRANEE et avec leur consentement. Tous les noms ont été modifiés afin de protéger les personnes et leur famille. Ces témoignages ne reflètent pas les opinions de *Human Rights at Sea*, de SOS MEDITERRANEE ou de la Fondation SATA. *Human Rights at Sea* n'est pas responsable de quelque manière que ce soit, quelle que soit la juridiction, du contenu de ce document, publié de bonne foi conformément aux objectifs de notre organisme caritatif. Tous les textes et illustrations ont été validés dans la mesure du possible. Tous les commentaires, opinions et perspectives exprimés n'engagent que leur auteur.e. Toute omission ou inexactitude factuelle doit être signalée à : enquiries@humanrightsatsea.org.

Qui sommes-nous ?

ÉLÉMENTS CONTEXTUELS

Human Rights at Sea a été créée en avril 2014. Fondée dans l'optique d'explorer les questions relatives à la protection des droits humains en mer, cette initiative vise à examiner les politiques et la législation qui s'y rapportent et à mener des enquêtes indépendantes sur tous les abus perpétrés en mer. Son développement rapide l'a amenée, pour des raisons de gouvernance, à se constituer comme organisation non gouvernementale enregistrée auprès de la Commission des associations caritatives du Royaume-Uni en 2015.

Aujourd'hui, *Human Rights at Sea* est une organisation à but non lucratif enregistrée, établie, réglementée et indépendante, basée sur la côte sud du Royaume-Uni. Elle développe des activités de recherche, d'enquête et de plaidoyer spécifiques aux questions de droits humains dans l'environnement maritime, et contribue notamment au soutien des personnes engagées dans les industries maritimes et de la pêche dans le monde.

L'ONG travaille sur le plan international avec tous les individus, les organisations commerciales et les organisations de la communauté maritime qui ont des objectifs similaires aux siens, y compris toutes les principales organisations œuvrant au bien-être en milieu maritime.

NOTRE MISSION

Sensibiliser le public sur les dispositions relatives aux droits humains dans l'environnement maritime, les mettre en œuvre et en rendre compte, en particulier dans les situations où leur application fait défaut, ou encore où ces droits sont ignorés ou violés.



GARDONS LE CONTACT



Tous commentaires, questions ou suggestions sont les bienvenus en contactant :
Human Rights at Sea, VBS Langstone Technology Park, Langstone Road, Havant. PO9 1SA. UK



Courriel : enquiries@humanrightsatsea.org



www.humanrightsatsea.org



En tant qu'organisation non gouvernementale indépendante, *Human Rights at Sea* dépend des dons du public, du mécénat d'entreprises et des subventions pour continuer à mener à bien son travail dans le monde entier. Cette publication vous a-t-elle été utile ? Auriez-vous payé un consultant pour obtenir les mêmes informations ? Dans l'affirmative, veuillez envisager de nous faire un don ou de vous mettre directement en lien avec nous.



www.justgiving.com/hras/donate

BUREAU CONSEIL - CONSULTEZ-NOUS



NOUVELLES EN LIGNE
www.humanrightsatsea.org/news/



ÉTUDES DE CAS
www.humanrightsatsea.org/case-studies/



PUBLICATIONS
www.humanrightsatsea.org/publications/

hras
international
www.hراسi.org
International Maritime
Human Rights Consultancy

Nous soutenons et promouvons les objectifs du millénaire pour le développement durable :



Toutes nos publications sont imprimées sur du papier certifié FSC. Vous avez ainsi l'assurance que nous ne contribuons pas à la destruction des forêts du monde. Le Forest Stewardship Council (FSC) est une organisation internationale à but non lucratif qui se consacre à la promotion d'une sylviculture responsable dans le monde entier et s'assure du respect des normes environnementales et sociales les plus élevées, en protégeant l'habitat de la faune sauvage et en respectant les droits des communautés autochtones au niveau local.

Human Rights at Sea
P U B L I C A T I O N

EST.
2014

**À LA RECHERCHE D'UN LIEU SÛR :
LA MER COMME SEULE OPTION**

TRAVERSER LA MÉDITERRANÉE CENTRALE

JANVIER 2022



Crédit photo : Flavio Gasperini / SOS MEDITERRANEE



HUMAN RIGHTS AT SEA

Human Rights at Sea est une organisation non gouvernementale enregistrée en Angleterre et au Pays-de-Galles sous le numéro 1161673. L'organisation a été développée de manière indépendante au profit de la communauté internationale pour les questions et les problèmes relatifs aux droits humains dans l'environnement maritime.






Son objectif est d'accroître la sensibilisation du public sur les droits humains dans l'environnement maritime – en particulier là où leur application fait défaut, où ils sont ignorés ou violés – ainsi qu'à la mise en œuvre de ces droits humains et à la responsabilisation des acteurs.

Janvier 2022 *Human Rights at Sea* Tous droits réservés



www.sosmediterranee.fr
contact@sosmediterranee.org



-  enquiries@humanrightsatsea.org
-  www.facebook.com/humanrightsatsea/
-  twitter.com/hratsea
-  <https://www.linkedin.com/company/human-rights-at-sea/>
-  Human Rights at Sea

www.humanrightsatsea.org

www.humanrightsatsea.org/publications/

VBS Langstone Technology Park, Langstone Road,
HAVANT PO9 1SA, United Kingdom

ISBN 978-1-913252-46-5

Design by



emmahallartwork.co.uk